

Rouen

PUBLIE LE

11 JAN. 2024

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

21 MISE A DISPOSITION DE L'IMMEUBLE SITUE 45, RUE SAINT-JULIEN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION NORMANDE POUR LE LOGEMENT ET L'ACCUEIL DES JEUNES TRAVAILLEURS

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY, Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Nicolas LEVARAY jusqu'à son arrivée en séance à 21 h 20), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par M. Adrien NAIZET jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), M. Manuel LABBE (représenté par M. Jean-Pierre TREDET après son départ de la séance à 21 h 35), Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL pendant son absence de 21 h 20 à 22 h 10), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Nicolas ZUILI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY après son départ de la séance à 20 h), Mme Elizabeth LABAYE, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN jusqu'à son arrivée en séance à 19 h 51), M. Christophe DUBOC, Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT (jusqu'à son départ de la séance à 19 h 35), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Elizabeth LABAYE jusqu'à son arrivée en séance à 20 h 17), M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI (représentée par Mme Hortense HECTOR jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU, M. Nicolas LEVARAY, M. Adrien NAIZET, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ (représenté par M. Nicolas ZUILI jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (représenté par M. Bruno DEVAUX après son départ de la séance à 19 h 20), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine SPRIMONT, M. Guillaume CHAROULET, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Christophe DUBOC), Mme Sarah VAUZELLE (représentée par Mme Caroline DUTARTE), Mme Françoise LESCONNED (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVVOY), M. Kader FEHIM (représenté par M. Mohamed BERBRA), Mme Blandine DI FALCO (représentée par Mme Marie FOUQUET), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Jean DE BEIR), M. Cyrille MOREAU (représenté par Mme Fatima EL KHILI), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par Mme Claire GUEVILLE), Mme Enora CHOPARD (représentée par M. Stéphane MARTOT), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (représenté par Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Hayet ZERGUI), Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON), Mme Marie BERRUBE (représentée par M. Pierre-Antoine SPRIMONT).

ABSENTE : Mme Louisa MAMERI.

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

21 MISE A DISPOSITION DE L'IMMEUBLE SITUE 45, RUE SAINT-JULIEN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION NORMANDE POUR LE LOGEMENT ET L'ACCUEIL DES JEUNES TRAVAILLEURS

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Rouen est propriétaire d'un immeuble à usage d'habitation situé 45, rue Saint-Julien à Rouen, acquis à titre de réserve foncière dans le cadre du projet de restructuration de l'îlot à l'angle des rues Saint-Julien et Couture. Cette propriété est mise à disposition de l'Association Normande pour le Logement et l'Accueil des Jeunes Travailleurs (A.N.L.A.J.T.) depuis 2013 afin d'y accueillir du logement social.

La convention du 29 janvier 2021 signée entre la Ville de Rouen et l'A.N.L.A.J.T., qui prolongeait l'occupation jusqu'au 31 décembre 2023 vient à échéance.

Dans la mesure où la Ville de Rouen ne maîtrise pas, à ce jour la totalité du projet d'urbanisme, il a été décidé de prolonger cette occupation pour une durée de trois ans. Il convient donc qu'une nouvelle convention soit signée entre l'A.N.L.A.J.T. et la Ville de Rouen. L'occupation par l'A.N.L.A.J.T. dans ledit immeuble se fait depuis 2013, soit une occupation totale de plus de douze années ce qui justifie sur le plan juridique la compétence du Conseil Municipal et non du Maire en la matière.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser la signature de la convention de mise à disposition entre la Ville de Rouen et l'Association Normande pour le Logement et l'Accueil des Jeunes Travailleurs (A.N.L.A.J.T.).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur le rapport de Mme Fatima EL KHILI, Adjointe,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2121-29,
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Physiques, et notamment son article L 2125-1,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.221-2 et L.321-1,
- Le projet de convention ci-joint.

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen est propriétaire d'un immeuble à usage d'habitation situé 45, rue Saint-Julien à Rouen, cadastré en section MX sous le numéro 92.
- Que la convention de mise à disposition de l'immeuble est accordée, pour une durée de trois ans, aux conditions définies ci-après.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- 1.- autorise la signature d'une convention entre la Ville de Rouen et l'A.N.L.A.J.T. fixant les conditions de mise à disposition de l'immeuble situé à Rouen, 45, rue Saint-Julien, pour une durée de trois ans,
- 2.- accorde l'occupation moyennant un loyer annuel à ce jour de 4.476,40 €, révisable annuellement, ainsi que la prise en charge des fluides, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe d'habitation,
- 3.- la recette en résultant sera imputée aux chapitres 75 (autres produits de gestion courante) et 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), articles 752 (revenus des immeubles) et 70878 (remboursements de frais par d'autres redevables) du budget,
- 4.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

